

**Ukraine**  
Ioulia  
Timochenko  
en campagne

Entretien page 7



**Bordeaux**  
les friches,  
une chance  
pour la ville

Lire page 16 et 17



**Cinéma**  
« Harvey Milk »  
révérence émue  
à une icône gay

Culture page 22

Mercredi 4 mars 2009 - 65<sup>e</sup> année - N°19939 - 1,30 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

## Accord-cadre sur les salaires en Martinique

**Social** Au terme d'une négociation marathon, l'intersyndicale et le patronat se sont mis d'accord, mardi 3 mars, sur une hausse de 200 euros pour tous les salaires jusqu'à 1,4 fois le smic. Sa mise en œuvre reste à négocier. **P. 9**

## A Milan, les paillettes contre le stress

**Mode** Les défilés automne-hiver 2009-2010 veulent oublier la crise : Versace fait briller les couleurs, Dolce & Gabbana jouent avec la fourrure, Fendi ose le manteau laqué d'or, 18 carats. **P. 25**

## Y aura-t-il assez de médecins dans dix ans ?

**Santé** Alors que l'Assemblée nationale débat du projet de loi sur l'hôpital, le ministère de la santé estime que le nombre de médecins devrait baisser de 10 % d'ici à 2019 pour ne retrouver son niveau actuel qu'en 2030. **P. 8**

# Pourquoi l'industrie automobile européenne doit se transformer

- A l'heure du Salon de Genève, « Le Monde » ouvre un dossier spécial sur une filière en plein désarroi
- Le marché réclame d'autres modèles, revendique d'autres usages et d'autres types de propriété

L'automobile européenne allait mal avant « la » crise. Avant même la débâcle du crédit, puis la récession économique engendrée par l'effondrement du système financier, les grands constructeurs européens d'automobiles étaient à la peine. Ce constat-là n'est pas discuté alors que s'ouvrait le Salon automobile de Genève mardi 3 mars. La conjoncture économique générale n'a qu'une conséquence : elle amplifie une

spirale à la baisse qui affecte toute la filière de l'industrie de la voiture. En toile de fond du Salon, les chiffres de février confirment l'effritement continu du marché : moins 13,1 % en France pour ce mois-là ; moins 48,8 % en Espagne. Sur l'ensemble de l'Europe, Toyota prévoit un recul de 30 % en 2009. L'appétence pour la voiture n'a pas attendu la crise pour être défaillante. Les raisons du recul constant de l'industrie

automobile sont structurelles, comme le montre le dossier spécial établi par *Le Monde*. Elles tiennent à une série d'inadéquations de plus en plus profondes entre les besoins du marché et ce qui sort des chaînes de montage. Voitures trop puissantes, trop sophistiquées et trop chères pour une classe moyenne aux revenus tirés vers le bas ces quinze dernières années ; voitures encore trop consommatrices de

carburant à l'heure de la valse des prix du baril ; voitures qui ont cessé, dans une large partie du public, de représenter un marqueur social positif, etc. Les constructeurs le savent, qui ont écouté les sociologues : c'est la fin d'un modèle. Et, demain, la naissance d'un nouveau : moteurs électriques, autres modes de propriété et d'utilisation de la voiture... ■ Lire page 13 et le dossier pages 18 à 21

## Poker, hippisme, paris sportifs : la ruée sur le marché prometteur des jeux en ligne

- Médias et casinotiers se préparent pour l'ouverture du secteur en 2010

Après de multiples reports, le projet de loi sur l'ouverture à la concurrence du marché des paris et jeux en ligne en France devrait être rendu public, jeudi 5 mars. Le texte, qui met fin au monopole de La Française des jeux et du PMU, serait soumis au conseil des ministres d'ici au mois d'avril. La discussion au Parlement devrait suivre dans le courant du premier semestre. L'ouverture proprement dite du marché devrait être une réalité en 2010. En attendant, deux questions restent en suspens. S'il est acquis que le poker, les

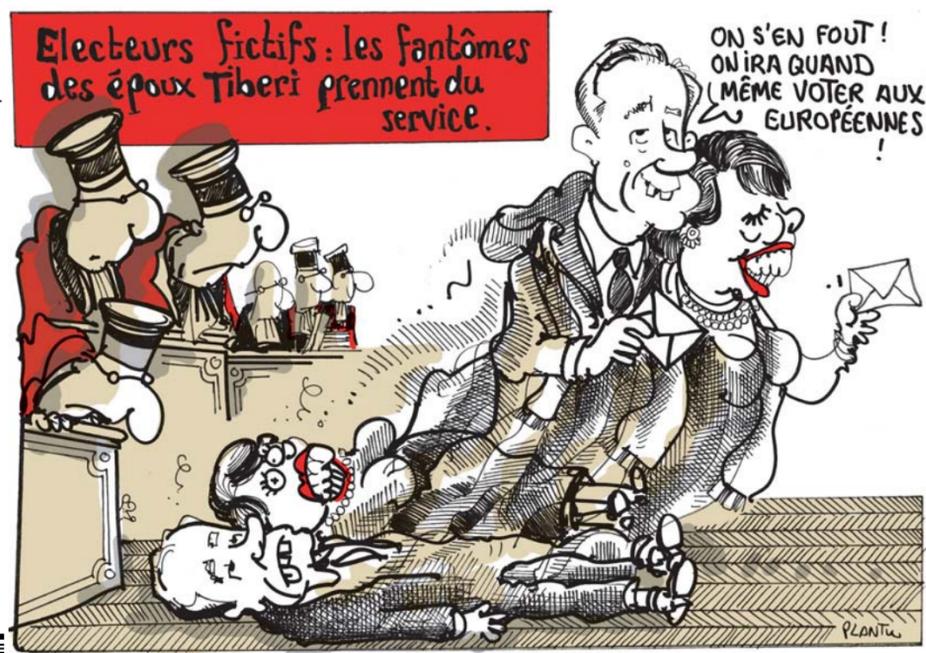
paris hippiques mutuels, les paris sportifs à cote sont d'ores et déjà éligibles, quid, par exemple, de la roulette ? La seconde interrogation porte sur le niveau de taxation à appliquer. L'Etat a déjà renoncé à taxer le produit brut des jeux (PBJ) comme il le fait sur les casinos à hauteur de 58 %. En fait, le PBJ n'est taxable que dans l'Etat où résident les opérateurs, or son développement sur Internet rend obsolète ce critère territorial. Les pouvoirs publics ont préféré envisager une taxation sur les mises. Reste à trouver le bon niveau de prélèvement, car de celui-ci

dépendra le nombre de candidats à l'acquisition d'une licence française. Le chiffre pourrait se situer entre 5 % et 10 %. En attendant d'être fixés, les opérateurs se bousculent pour entrer sur le marché. Au-delà des opérateurs historiques, comme La Française des jeux ou le PMU, les exploitants de casinos « physiques » comme Barrière, Partouche ou Tranchant se sont manifestés, tout comme des chaînes de télévision ou des groupes de presse. François Bostnavaron et Laurence Girard Lire la suite page 15

## Les difficultés sans fin des géants de la finance font chuter les marchés

HSBC, la banque européenne, avait un réseau mondial. Il ne pouvait donc rien lui arriver, croyait-on. Erreur. Elle a dû mettre fin, lundi 2 mars, à une aventure américaine jugée trop onéreuse. L'assureur américain AIG recevait, en septembre 2008, 150 milliards de dollars d'aide publique. Il était donc supposé sorti d'affaire. Faux. Ses pertes - 60 milliards de dollars au quatrième trimestre - montrent que, comme le dit le patron de HSBC, « nous n'avons pas touché le fond ». Résultat : les marchés financiers poursuivent une chute historique. ■ Lire page 12

## Le regard de Plantu



## Demain dans Le Monde

« M », nouveau supplément  
Chaque mois, les tendances de l'art, du goût, de la mode...

Reportage A Magnitogorsk, l'inéluctable déclin des forges de Staline

## Rencontre avec Daniel Pauly, expert mondial de la pêche

### Portrait

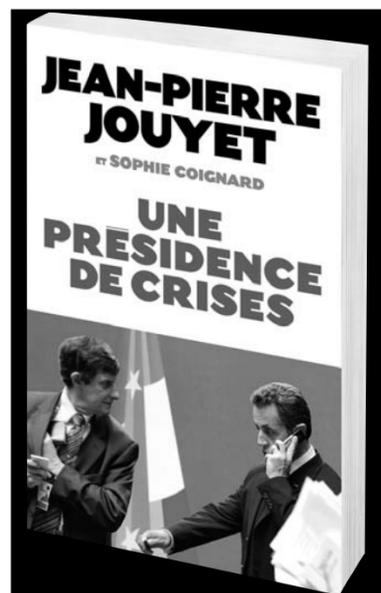
Sète (Hérault)  
Envoyée spéciale

Un Français est le plus grand spécialiste au monde des ressources marines. Mais qui, dans son propre pays, connaît Daniel Pauly ? « C'est le numéro un dans son domaine. Il a fait comprendre à la communauté scientifique et au monde l'ampleur de la surexploitation des poissons », dit Philippe Cury, directeur du Centre de recherche halieutique méditerranéenne et tropicale (CRH), basé à Sète. M. Cury a invité Daniel Pauly à passer quelques mois au CRH, afin que la France découvre enfin ce « grand monsieur » qui vit à Vancouver, au Canada.

En pénétrant dans le petit bureau mis à sa disposition, voici ce que l'on sait de Daniel Pauly : il a derrière lui plus de 500 publications scientifiques et une trentaine de livres. Il est bardé de récompenses internationales prestigieuses - dont le prix Cosmos, l'équivalent du Nobel en écologie, en 2005. Gaëlle Dupont

► Lire la suite page 4

## EUROPE EN CRISE : LES COULISSES DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE



ALBIN MICHEL

10  
7 703 95 203 430

UK price £ 1,50

M 00147 -304- F- 1,30 €

# « Il faut pêcher moins si l'on veut continuer à pouvoir pêcher »

Le Français Daniel Pauly a révélé la baisse alarmante des stocks de poissons dans le monde

►►► Suite de la première page

Et il vient tout juste de rendre visite à sa mère, dans la Creuse. La couleur de sa peau, ses yeux verts et son accent indéfinissable témoignent d'une histoire personnelle peu banale. Né en 1946 des amours d'une ouvrière française et d'un GI vite reparti aux États-Unis, il est confié par sa mère à l'âge de 2 ans, malade, à une famille suisse romande. Empêché de revoir sa mère, coupé du monde, il vit une enfance « à la Dickens », où les livres sont « la seule échappatoire ».

Adolescent, il s'enfuit en Allemagne, où il travaille comme manoeuvre dans l'industrie chimique le jour et étudie le soir, tout en recherchant sa mère, qu'il retrouvera à l'âge de 18 ans. « Elle s'était mariée et avait eu sept enfants, mais elle ne m'avait pas oublié », raconte Daniel Pauly. Son mari m'a adopté et je porte son nom. »

1969, année du bac, de la rencontre avec son père et de la découverte des États-Unis. « C'était un chaudron bouillonnant de luttes sociales, se souvient-il. J'étais très conscient du fait d'être noir. Je voulais partir dans un pays de tiers-monde et étudier quelque chose de concret, pour aider les gens qui m'accueilleraient. »

Passionné d'histoire, de littérature, de philosophie, il étudie... l'haliéutique, c'est-à-dire ce qui concerne la pêche, et devient docteur en biologie marine en 1979. « Je ne suis pas comme beaucoup

**Un parcours international**

**1946** : naissance à Paris.

**1979** : docteur en biologie marine à l'université de Kiel, en Allemagne. Départ à l'International Center for Living Aquatic Resources Management (Iclarm), aux Philippines, où il développe la base de données fishbase.org

**1994** : professeur au Fisheries Centre de l'université de Colombie-Britannique, au Canada.

**1999** : début du projet Sea Around Us de cartographie de l'impact de la pêche.

**2003** : directeur du Fisheries Centre. Le magazine *Scientific American* le classe parmi les 50 scientifiques les plus influents.

**2005** : prix international Cosmos, qui récompense la recherche en écologie.

de biologistes qui ont une sensibilité forte à la nature, dit-il. J'aime analyser les données chiffrées et déceler les grandes tendances. »

De quoi est-il le plus fier ? D'avoir mis au point une méthode simple d'évaluation des stocks de poissons, utilisable dans les pays pauvres. D'avoir développé la plus grande base de données au monde sur la biodiversité : fishbase.org est utilisée par tous les laboratoires spécialisés. Daniel Pauly a créé une autre base de données unique (seararoundus.org), qui cartographie les prises de pêche sur tous les océans.

Directeur du Fisheries Centre de l'université de Colombie-Britannique,

**« Si nous continuons sur cette voie, nous finirons par manger du zooplancton »**

nique, à Vancouver, il a surtout été le premier à développer une vision globale des ressources halieutiques, en analysant les statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les seules disponibles à l'échelle mondiale. « Partout dans le monde, les chercheurs constataient que les pêcheurs sur lesquelles ils travaillaient se cassaient la figure, mais personne ne distinguait le problème général », explique le chercheur.

Dans un article retentissant paru en 2001 dans la revue *Nature*, il prouve que, contrairement à ce que disent ces statistiques, les prises mondiales de poissons – ainsi que les stocks – diminuent depuis la fin des années 1980, parce que la Chine, premier pays pêcheur au monde, fausse ses chiffres. Dans un autre article, il démontre que les hommes pêchent des poissons situés de plus en plus bas dans la chaîne alimentaire des océans. « Si nous continuons sur cette voie, nous finirons par manger du zooplancton », sourit-il.

« Le nombre de stocks de poissons surexploités ou épuisés ne cesse d'augmenter, constate-t-il. Si rien ne change, les conséquences seront terrifiantes. » Il condamne la gestion mondiale des stocks, dominée selon lui par les intérêts du secteur de la pêche, qui ont pris le dessus sur les considérations scientifiques et politiques.

Daniel Pauly est soutenu par le Pew Charitable Trust, une fondation américaine d'intérêt général, et considère les associations de protection de l'environnement

comme les seules véritables représentantes des intérêts publics en matière de protection des océans. Cette attitude lui vaut la méfiance d'une partie de la communauté scientifique, qui lui reproche un engagement trop marqué, une tendance au catastrophisme, et une vision approximative. « Il pense en grand, c'est son originalité, commente Philippe Cury. Mieux vaut être approximativement juste que précisément faux. Aujourd'hui, le consensus émerge sur l'état des ressources. »

Daniel Pauly assume son engagement. Il recommande de « réduire l'armée déployée contre les poissons ». « Il faut pêcher moins si l'on veut continuer à pouvoir pêcher, dit-il. En ciblant la pêche industrielle, on réduirait beaucoup les capacités de pêche, sans affecter beaucoup de personnes. »

Il plaide également en faveur d'un réseau étendu d'aires marines protégées (aujourd'hui limitées à 0,8 % de la surface des océans) et s'empare contre les subventions à la pêche, qui représentent 27 milliards d'euros par an, selon ses calculs, et « permettent à la surexploitation de continuer ».

« Quand on me demande, à la fin d'une conférence, ce que chacun peut faire pour protéger les océans, je réponds qu'on ne gère pas les stocks avec son estomac, mais avec sa tête, lance-t-il. Je réponds : mangez ce que vous voulez, allez dans une ONG faire du raffut et utilisez votre bulletin de vote. »

Gaëlle Dupont



Daniel Pauly, le plus grand spécialiste au monde des ressources marines, dirige le Fisheries Centre de l'université de Colombie-Britannique, au Canada. NANDA GONZAGUE/TRANSIT POUR « LE MONDE »

## Selon la FAO, 28 % des stocks sont surexploités

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié, lundi 2 mars, son dernier rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture. La FAO centralise et rend publiques, tous les deux ans, les données de captures fournies par les pays.

La pêche mondiale a atteint un nouveau record de production en 2006, avec 143,6 millions de tonnes. La croissance repose uniquement sur l'aquaculture, qui représente désormais 47 % du poisson consommé par l'homme. Quelque 110 millions de tonnes sont destinées à l'alimentation humaine, le reste à la nourriture du bétail ou à la fabrication de farine de poisson pour l'aquaculture.

Selon la FAO, environ 28 % des stocks sont surexploités, dont 8 % sont épuisés et 1 % en cours de

reconstitution. Environ 52 % sont pleinement exploités, c'est-à-dire « générant des captures dont le volume est proche du seuil d'équilibre, interdisant ainsi toute expansion future ». Seuls 20 % sont modérément ou sous-exploités.

« Plus de 80 % des stocks sont pleinement exploités ou surexploités et nécessitent une gestion prudente et efficace, écrivent les auteurs. Le potentiel maximal de prélèvement sur les stocks naturels a probablement été atteint et nécessite une approche davantage contrôlée de la gestion de pêche. »

Selon Daniel Pauly, qui a analysé en détail les données de la FAO, la pêche s'est développée, depuis les années 1950, en suivant « trois axes ». « En premier lieu, les flottes des pays du Nord ont envahi les mers des pays du Sud », explique le chercheur.

« Le deuxième axe, c'est la descente vers les profondeurs », poursuit-il. Or les espèces des grandes profondeurs vivant longtemps et se reproduisant très lentement, elles sont particulièrement vulnérables.

Le troisième axe est celui de la diversification. « On descend dans la chaîne alimentaire des océans, on pêche des poissons de plus en plus petits, de plus en plus bizarres, qu'on ne pêchait pas auparavant », dit M. Pauly.

Selon le scientifique, les conséquences en chaîne du dérèglement de l'écosystème océanique pourraient être dramatiques si la situation ne change pas : prolifération de méduses et d'algues, multiplication des « zones mortes » (sans oxygène) dans les océans.

Dans son rapport, la FAO met

en garde : les pratiques de pêche « responsables » devraient être généralisées. Mais ces recommandations restent dans l'ensemble lettre morte.

Le rapport insiste sur un autre danger : le changement climatique, qui commence à bouleverser la répartition des espèces. « Les espèces d'eaux plus chaudes se retrouvent déplacées vers les pôles en voyant la taille et la productivité de leur habitat se transformer », dit le rapport.

La FAO prévoit que ce phénomène aura des conséquences « considérables » pour les communautés dépendantes économiquement de la pêche. Dans le monde, 43,5 millions de personnes vivent directement de la pêche et de l'aquaculture et 500 millions travaillent dans la filière. ■

Ga. D.

## OGM : la Commission européenne désavouée par une majorité d'Etats

Vingt-deux pays de l'UE ont refusé la levée de l'interdiction de culture du maïs MON 810 en Autriche et en Hongrie

**Bruxelles**  
Bureau européen

C'est une fronde contre la position pro-OGM de la Commission européenne qui pourrait bien faire les affaires de la France. Les États membres ont rejeté, lundi 2 mars à Bruxelles, la levée de l'interdiction de la culture du maïs génétiquement modifié de la firme Monsanto (MON 810) en vigueur en Autriche et en Hongrie. Le vote est survenu alors que l'exécutif européen s'apprête à recommander une levée similaire de la clause de sauvegarde sur le MON 810 adoptée en France à la suite

du Grenelle de l'environnement. Lors d'une réunion des ministres de l'environnement, 22 des 27 États de l'Union ont refusé de suivre la recommandation de la Commission. Seuls le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande et l'Estonie l'ont soutenue. Plusieurs pays, dont la France, l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne, ont jugé peu judicieux de suivre l'avis du collège des commissaires, alors que l'autorisation de culture du MON 810 arrive à échéance en 2009. Une procédure de renouvellement pour dix ans est en cours.

« Il s'agit du plus gros score contre une proposition de levée

d'une clause sauvegarde, a déclaré Jean-Louis Borloo. C'est une décision politique contre la précipitation de la Commission. » Le ministre français de l'écologie en a de nouveau profité pour mettre en cause les procédures d'autorisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et les méthodes de l'Agence européenne pour la sécurité alimentaire.

Il espère qu'une majorité équivalente pourra être réunie en cas de vote sur la clause de sauvegarde française. Les États membres ont trois mois pour se prononcer pour ou contre la recommandation de la Commission. Mais les débats

devraient, cette fois, avoir lieu entre ministres de l'agriculture et non de l'environnement.

A trois mois des élections européennes, les OGM se transforment en « patate chaude » pour le président de la Commission, José Manuel Barroso. Ce vote « traduit la perte de confiance d'un nombre de plus en plus important d'États membres dans le jugement de la Commission européenne sur les questions liées aux OGM », ont commenté les coprésidents des Verts au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit et Monica Frassonni.

Au sein du collège, M. Barroso a passé outre les objections de son

commissaire à l'environnement, Stavros Dimas, afin de tenter de relancer la culture du MON 810 dans les États qui l'interdisent. Pour justifier ce choix, son entourage met en avant les risques de plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la question des OGM étant un sujet de contentieux avec les États-Unis.

« Je ne vois pas pourquoi on devrait suivre les intérêts d'une seule entreprise américaine et fâcher les citoyens des États membres », a lancé lundi le ministre allemand de l'environnement, le social-démocrate Sigmar Gabriel. ■

Philippe Ricard

## Climat Bruxelles attend un engagement chiffré des États-Unis pour 2020

L'Union européenne (UE) attend des États-Unis un engagement chiffré sur la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre pour 2020, ont annoncé, lundi 2 mars, la Commission européenne et la présidence tchèque de l'UE.

« Nous espérons un engagement sur une réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre des pays développés en tant que groupe. Ce sera peut-être plus ou peut-être moins pour les États-Unis. Nous allons négocier et nous verrons si nous pouvons atteindre ces objectifs », a indiqué le commissaire européen à l'environnement, Stavros Dimas. Les représentants de l'UE iront à Washington les 14 et 15 mars pour sonder les intentions américaines. – (AFP)

# L'ouverture du marché des paris en ligne suscite des convoitises

Au-delà des opérateurs historiques, Française des jeux et PMU, groupes de médias et casinotiers se précipitent pour se partager un gâteau estimé entre 580 millions et 780 millions d'euros

►►► Suite de la première page

Les uns et les autres n'hésitent pas à nouer des alliances. La Société des bains de mer (SBM) s'est ainsi rapprochée de la Financière Lov de Stéphane Courbit au sein de Mangas Capital Gaming. « Notre volonté affichée est d'être parmi les trois groupes de jeux en Europe », affirme Isabelle Parize, directrice générale. Une ambition qui passe par

**Le patron de Meetic, Marc Simoncini, a investi aux côtés de Patrick Bruel pour lancer en France le site de poker Wam Poker**

l'acquisition de jeunes sociétés qui se sont lancées sur ce marché et détiennent l'expertise du jeu en ligne. Mangas Gaming a déjà racheté la société BetClic créée en 2005 et opérant depuis Malte sur les marchés du sud de l'Europe et en France. Les fonds apportés par SBM vont faciliter cette politique d'acquisition. La cible suivante pourrait être la société suédoise Expekt.

Patrick Le Lay, ex-PDG de TFi, veut également participer à l'ouverture du marché au travers de sa société d'investissement Serendipity, fondée conjointement par Bouygues et Artemis. Ce fonds a déjà racheté conjointe-

ment avec le PMU la société Geny Infos, qui délivre du contenu d'information hippique.

Surtout, Serendipity vient de monter la société de paris sportifs SPS Betting, détenue à parité avec TFi et qui s'appuiera sur les compétences d'Eurosport. Elle détient pour l'instant une licence britannique et opérera sous la marque Eurosportbet.com.

L'alliance entre le monde des médias et celui des paris s'est illustrée aussi par le rapprochement entre Bwin, l'une des sociétés pionnières du pari sportif en Europe, et le groupe Amaury, éditeur de L'Equipe, mais aussi organisateur d'événements sportifs, avec Amaury Sport Organisation (ASO). Le contour de ce partenariat sera précisé en fonction de la législation. Bwin n'exclut pas de jouer aussi sa carte en France sous sa propre bannière.

D'autres acteurs s'intéressent au jeu en ligne. Ceux de l'Internet par exemple. Iliad, maison mère du fournisseur d'accès Free, a choisi de se rapprocher de la société Chilipoker, basée à Malte et détenue par Alexandre Dreyfus. « Nous irons chercher un agrément ensemble. Free sera le distributeur et promoteur de l'offre que nous réaliserons », explique M. Dreyfus.

Le patron de Meetic, Marc Simoncini, a pour sa part investi aux côtés de Patrick Bruel pour lancer en France le site de poker Wam Poker, en lien avec le site britannique Winamax.

Face à ces nouveaux appétits, les acteurs en place peaufinent leur réplique. Le PMU déploie ses outils de marketing pour accélérer le recrutement de parieurs en ligne. Leur nombre est passé en un an de 100 000 à 220 000. La Française des jeux fait de même, mais prépare aussi dans l'ombre son offensive sur le marché du poker et des paris sportifs en ligne.

Les casinotiers, en attendant l'obtention d'une licence en France, se font la main... à l'étranger. Barrière Interactive Gaming (BIG), filiale du groupe Barrière à 67,5 %, du groupe de production MK2 et

**10 milliards d'euros dans le monde**

**Marché mondial** Selon le consultant britannique Global Betting & Gaming Consultants (données 2007), le marché mondial des jeux d'argent en ligne est estimé à 10 milliards d'euros. En 2007, 4,3 % du produit brut mondial des jeux a été réalisé sur Internet.

**Marché officiel français** Selon l'étude Precepta, « Paris sportifs et jeux d'argent en ligne : quels acteurs pour quel marché ? », il est estimé entre 580 millions et 780 millions d'euros.

**Marché total français** Le chiffre, lorsqu'on inclut les sites illégaux de jeux en ligne, grimpe, selon Precepta, entre 2,3 milliards et 3,1 milliards d'euros.

de la société d'animation Onyx, va lancer, mercredi 11 mars, son site britannique. Dénommé Lecroupier.com, le site sera fermé aux internautes français et allemands mais le groupe n'exclut pas d'acheter une licence en Italie. Il vise dans un premier temps quelque 20 000 joueurs.

Mais les grandes manœuvres ne font que commencer. La divulgation des règles du jeu en France devrait accélérer le mouvement. La société de paris en ligne Unibet préfère, par exemple, connaître les conditions d'ouverture du marché avant de nouer des partenariats.

D'autres acteurs sont prudents. A l'instar de Vivendi. « Le sujet nous intéresse. Mais il soulève de nombreuses questions. D'éthique en particulier. Nous ne serons pas les premiers à bouger », confie Philippe Capron, directeur financier. Quant à Orange, s'il s'est déclaré intéressé, il n'a pas pour l'instant dévoilé sa stratégie.

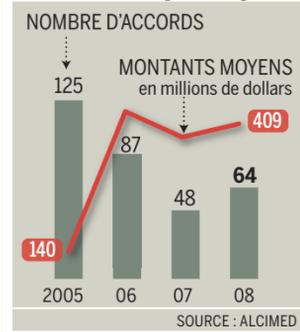
Une chose est sûre, tous les prétendants ne seront pas gagnants. Les petits sites Internet opportunistes, qui se sont créés dans la perspective de l'ouverture de ce marché, doivent jouer très vite leur carte, au risque de disparaître. Si l'on se réfère aux expériences des marchés qui se sont ouverts à la concurrence, à terme, seuls quelques grands groupes domineront ce marché du jeu en ligne. ■

François Bostnavaron et Laurence Girard

Pharmacie

## Regain des accords entre laboratoires et sociétés de biotechnologie

Depuis plusieurs années, les grands laboratoires pharmaceutiques nourrissent leur portefeuille de molécules en prenant des options sur des molécules en développement dans le secteur des biotechnologies. En 2007, les 48 accords conclus avaient marqué une chute de près de moitié par rapport aux années 2005 et 2006. Malgré la conjoncture difficile, 2008 a marqué un regain. La société de conseil Alcimed a identifié



64 accords. Soit la première augmentation depuis 2005, même si cette hausse est modérée par rapport à 2007 et en retrait par rapport à 2005 et 2006. Alcimed révèle que les montants payés par les grands laboratoires « restent très attractifs » : la rémunération moyenne, qui était de 435 millions de dollars (343,3 millions d'euros) en 2006 et de 382 millions de dollars en 2007, s'est élevée, en 2008, à 409 millions de dollars (incluant des versements directs, par étapes et par redevance). Les accords passés en 2008 ré-

lent une concentration sur la recherche et développement (83 %) au détriment d'accords de services. L'autre fait marquant est la « propension croissante des entreprises bio-pharmaceutiques américaines à rechercher des accords avec des entreprises biotech européennes ». ■

**Conjoncture La consommation américaine en hausse de 0,6 % en janvier**

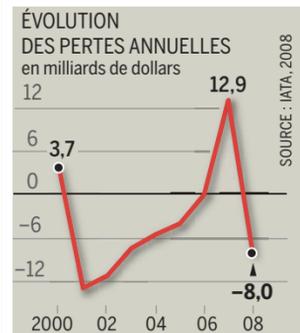
Les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté en janvier de 0,6 % par rapport à décembre, après six mois consécutifs de baisse, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières publiés par le département du commerce, lundi 2 mars. Les prévisions des analystes tablaient sur une hausse moindre (0,4 %). Sur un an, les dépenses sont en recul de 1,6 %.

## « Les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont été presque incapables de trouver une solution commune à la crise »

a déclaré **Dominique Strauss-Kahn**, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), lundi 2 mars, au micro de National Public Radio. En effet, réunis à Bruxelles la veille, les dirigeants des Vingt-Sept n'ont pu s'entendre sur un plan de sauvetage des pays d'Europe orientale. M. Strauss-Kahn a jugé « globalement correct » les différents plans de relance européens mais, a-t-il ajouté, « leur deuxième partie est de nettoyer les bilans des banques et cela n'avance pas très vite ». ■

Transport

## Les compagnies aériennes ont perdu 8 milliards de dollars en 2008



La crise du transport aérien est plus grave qu'anticipé. Il y a quelques semaines, l'Association internationale du transport aérien (Iata) tablaient sur une perte annuelle de 5 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros), mais devant l'ampleur des pertes du quatrième trimestre, elle a revu, lundi 2 mars, ses prévisions en forte baisse. Les 230 compagnies membres de l'Iata (95 % du trafic mondial) ont collectivement perdu 8 milliards de dollars. C'est la plus grosse perte enregistrée par les compagnies depuis les exercices 2001 et

2002, qui avaient suivi les attentats du 11-Septembre. En revanche, l'Iata n'a toujours pas revu à la baisse ses prévisions de pertes pour l'exercice en cours qu'elle avait rendu publiques à la même époque : grâce à la baisse des cours du pétrole, elle limitait les pertes de l'exercice 2009 à 2,5 milliards, chiffre trop optimiste pour bien des professionnels. ■ F. Bn

Presse

## La revue « Commentaire » consacre un dossier aux paradis fiscaux

La lutte contre les paradis fiscaux est au cœur de la nécessaire moralisation du capitalisme. Le sujet devrait figurer en bonne place au sommet du G20, qui réunira les dirigeants des vingt principales puissances de la planète, à Londres le 2 avril. Dans sa dernière livraison, la revue *Commentaire* (numéro 124, hiver 2008-2009) publie un article de deux des meilleurs spécialistes de la lutte contre les paradis fiscaux : l'Américain Raymond Baker et l'ancienne magistrate parisienne Eva Joly. Ceux-ci en dénombrent 91 dans le monde, chacun spécialisé dans le recyclage d'argent illicite, qu'il provienne de la corruption, d'une activité criminelle ou de la volonté d'échapper au fisc. M. Baker et M<sup>me</sup> Joly sont des piliers d'un groupe de pression créé en 2006 pour contrôler et moraliser les transactions financières internationales, Global Financial Integrity (gfiip.org). ■

Innovation

## 2,2 milliards d'euros Montant investi dans des start-up

Les Fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) ont investi 2,2 milliards d'euros dans 800 sociétés innovantes entre 1997 et 2007, selon une étude réalisée par l'Association française des investisseurs en capital (AFIC) et Oseo, établissement public de soutien aux PME, publiée mardi 3 mars. Ces firmes emploient 33 000 personnes au total. Les trois quarts comptent moins de 48 employés. Elles sont essentiellement situées en Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elles réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 7 milliards d'euros, dont un tiers à l'export. La moitié d'entre elles relèvent du secteur des technologies de l'information et de la communication. ■ Annie Kahn

# L'Australie redécouvre ses mines d'uranium à la faveur de la réhabilitation du nucléaire civil

Les dépenses d'explorations minières ont doublé à 116 millions d'euros en 2007-2008

Sydney  
Correspondance

L'Etat d'Australie-Occidentale a des ressources minérales à faire pâlir d'envie, exportant à travers le monde son minerai de fer et son gaz naturel. D'ici à quelques années, l'uranium pourrait s'ajouter à la liste de ses exportations de matières premières. Selon l'association australienne de l'uranium, les gisements y sont importants et représentent 188 000 tonnes d'oxyde d'uranium sur 28 sites. Des ressources que l'Etat semble désormais prêt à exploiter ; contrairement à ses prédécesseurs travaillistes, le nouveau premier ministre libéral, Colin Barnett, élu en 2008, est favorable au développement de l'exploitation de l'uranium. Cela pourrait rapporter 200 millions de dollars à l'Etat d'ici à vingt ans.

Bien que l'Australie possède les plus importants gisements d'uranium de la planète, ce secteur a longtemps eu mauvaise presse. La crainte du nucléaire civil et militaire était très présente. En outre, le pays possède d'importantes ressources en charbon lui permettant de produire de l'électricité à bas prix, sans recours au nucléaire.

Dans les années 1980, alors que les mines de Ranger, d'Olympic Dam et de Beverly étaient déjà en activité, le Parti travailliste avait décidé que toute nouvelle mine serait proscrite dans les Etats dirigés par des travaillistes. « Ces contraintes politiques ont créé un fossé ; même si le pays a entre 38 à 40 des gisements de taille mondiale, il ne représente que 19 % du marché mondial », commente Simon Clarke, porte-parole de l'association australienne de l'uranium.

Mais les temps sont devenus plus favorables. Avec la Chine et l'Inde prêtes à construire des dizai-



La mine d'Olympic Dam, en Australie-Méridionale, va être agrandie. COLIN MURTY/AFP PHOTO

nes de réacteurs nucléaires civils, la demande internationale est forte. Le Parti travailliste a abandonné sa politique de veto en 2007. Si plusieurs Etats, comme le Queensland et le Victoria, refusent tou-

## L'Australie exporte principalement vers les Etats-Unis, le Japon et la France

jours d'autoriser les mines d'uranium, cela permet à l'Australie-Méridionale de continuer de développer son industrie florissante.

Depuis quelques années, l'exploration est en plein essor. Selon le bureau australien des statistiques, les dépenses pour 2007-2008 ont atteint 231 millions

de dollars australiens (116 millions d'euros), contre 114 millions de dollars en 2006. Même s'ils devraient mettre plusieurs années avant d'aboutir, les projets de mines sont nombreux. Particulièrement attendu, l'agrandissement par BHP Billiton de la mine d'Olympic Dam, en Australie-Méridionale, devrait faire passer la production de 4 000 tonnes d'oxyde d'uranium par an à 19 000 tonnes.

L'Australie exporte principalement vers les Etats-Unis, le Japon et la France. Surtout, le pays a récemment fait sa première livraison à la Chine, un importateur et investisseur potentiellement très important. Malgré des restrictions à l'exportation - l'Australie n'exporte que vers les pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire -, l'uranium a rapporté

887 millions de dollars (444 millions d'euros) en 2008.

Enfin, l'idée d'avoir recours au nucléaire en Australie même progresse. Les partisans de l'uranium ont un argument de poids : l'énergie nucléaire pourrait être une solution dans ce pays qui, à cause de ses centrales au charbon, émet le plus d'émissions de gaz à effet de serre par habitant au monde.

« Les Australiens ne sont pas prêts à l'accepter, il y a beaucoup d'autres sources d'énergie propres à envisager », commente Tony Mohr, de la fondation australienne pour la conservation. Mais un sondage récent réalisé par l'institut Essential Research a révélé que les Australiens opposés au nucléaire seraient devenus minoritaires dans l'opinion. ■

Marie-Morgane Le Moël